



**« En France, nous avons une R&D d'ingénieurs, pas de docteurs »  
(Christine Musselin, directrice de recherche au CNRS, colloque du CAS)**

*Dépêche AEF 155624 du 17-06-2011*

« Pourquoi n'y a-t-il pas assez de liens entre l'université et le secteur privé ? Nous sommes le seul pays à nous poser la question », déclare Bernard Belloc conseiller du président de la République pour l'enseignement supérieur et la recherche lors du colloque « l'Université dans le monde », organisé par le Conseil d'analyse stratégique jeudi 16 juin 2011 à Paris. « Dans d'autres pays, ce sujet n'a pas lieu d'être », poursuit-il. « Le problème en France, concernant le rapprochement entre l'université et le privé, s'est notamment cristallisé après mai 68 et dans les années 1980. Cette période a notamment vu une importante massification des étudiants, surtout dans des filières offrant un peu moins de débouchés comme les SHS et les institutions d'enseignement supérieur se sont refermées sur elles-mêmes », détaille Bernard Belloc.

« Aujourd'hui, il y a le problème du financement de la recherche privée en France, qui est bien inférieur à ce que l'on peut voir dans d'autres pays comme le Japon ou l'Allemagne », pointe Bernard Belloc. Pourtant, « nous avons des outils pour développer le financement privé. Il y a le crédit impôt recherche ». « Je veux bien entendre que c'est une niche fiscale mais c'est un dispositif efficace ! », lance-t-il. Bernard Belloc cite également les jeunes entreprises innovantes, « même si leurs avantages ont été quelque peu rabetés par les parlementaires ». « Je peux également mentionner les investissements d'avenir, qui ont pour objectif de produire un effet de levier considérable, notamment avec les IRT ». « En résumé, il semble clair que l'état d'esprit est en train de changer, nous sommes au début de quelque chose », analyse-t-il.

***Faiblesse de la mobilité entre secteur académique et secteur privé***

« Comme le disait Jean-Pierre Chevènement lorsqu'il était ministre de la Recherche en 1982 : 'travailler avec l'entreprise, ce n'est pas se vendre au capital !' », lance Jean-Claude Lehmann, physicien et ancien directeur de la R&D du groupe Saint-Gobain. « En 17 ans à Saint-Gobain, j'ai vu la culture évoluer et se débloquer peu à peu », indique-t-il. « En France, la mobilité des chercheurs est très facile, mais pour autant, la mobilité entre le secteur académique et le secteur privé est la plus faible. C'est un paradoxe français », ajoute-t-il.

Selon Pierre-Louis Lions, professeur au collège de France, président du conseil d'administration de l'ENS Ulm et médaille Fields en 1994, « il y a effectivement un certain nombre d'outils efficaces comme le CIR, les JEI, les chaires et la mise en place de la loi LRU ». Pourtant, fait-il observer, « le système universitaire est totalement incompréhensible vu du secteur privé ». Des propos corroborés par Gilles Lesage, directeur universités, recherche et secteur public à IBM France qui souligne « que cette complexité concerne notamment les différences entre les grandes écoles et les universités, auxquelles les américains ne comprennent rien », assure-t-il.

« Notre budget annuel consacré à la recherche est de six milliards de dollars [4,2 milliards d'euros] et ce qui est clair, c'est que cette recherche ne doit pas être autarcique, mais bien ouverte car l'innovation se fera à la frontière de plusieurs thématiques », fait observer Gilles Lesage. « C'est pour cela que les entreprises comme IBM doivent s'ouvrir à toutes les universités », note-t-il. « Nous sommes très ouverts aux partenariats de recherche et nous en avons un avec l'université de Montpellier-II sur l'environnement et l'eau, mais nous pensons que le niveau en France n'est pas celui que l'on peut trouver en Allemagne ou en Espagne même si les mentalités évoluent », poursuit Gilles Lesage.

## **« Nos Universités ne sont pas pires que les autres »**

« J'aimerais apporter un bémol », répond Christine Musselin, directrice de recherche au CNRS et directrice du CSO (Centre de sociologie des organisations). « Les contacts existent bel et bien entre les universités et les entreprises et il faut arrêter de parler de tour d'ivoire lorsque l'on évoque nos universités. » « En France, on noircit le tableau alors que nos universités ne sont pas pires que les autres », fait-elle remarquer

« La méfiance et la méconnaissance sont plus fortes en France qu'ailleurs même si deux points restent à améliorer », développe-t-elle. « Le doctorat doit être reconnu et la culture de la recherche doit être améliorée dans les entreprises », signale-t-elle. « Souvent, ceux qui sont en charge de la R&D dans les entreprises sortent d'une grande école et non de l'université. En France, nous avons une R&D d'ingénieurs, pas de docteurs », analyse Christine Musselin.

## **Créer une direction des partenariats au sein des universités ?**

Une argumentation appuyée par Jean-Claude Lehmann, qui répète qu'effectivement « le doctorat pose un problème alors qu'il devient de plus en plus important à l'échelle internationale ». Globalement, « les entreprises connaissent le calibrage des ingénieurs et sont au courant des cours qui sont dispensés dans les écoles, ce qui n'est pas du tout le cas concernant les universités », compare-t-il. Pour Bernard Belloc, « ce n'est pas ce que le docteur a appris qui compte, mais bien ce qu'il a appris à faire ». Et de citer le dispositif Cifre, « qui va dans le bon sens mais qui sature depuis deux ans car les demandes sont de plus en plus importantes ».

« Alternance, formation continue, stages », pour Jean-Pierre Finance, président de l'université Nancy-I Henri-Poincaré et membre du conseil d'administration de l'EUA, « les liens sont bien réels entre université et secteur privé mais les allers-retours entre les deux mondes ne sont pas évidents ». « Il faudrait, par exemple, créer une direction des partenariats au sein des universités, comme un guichet d'accueil qui permettrait aux patrons de PME de savoir ce qui se fait à l'université », propose Jean-Pierre Finance.